

QUIBERON

INFINIMENT PRESQU'ÎLE



RENOVATION DU PALAIS DES CONGRES LOUISON BOBET A QUIBERON (MORBIHAN)

MARCHE DE TRAVAUX

R.C. : REGLEMENT DE CONSULTATION
(ART. R 2123-1 ET R 2321-1 DU CCP ; LOT 12)

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Monsieur le Maire de Quiberon
Mairie – 7, rue de Verdun – 56170 QUIBERON

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE :

Services de la Trésorerie de AURAY

REMISE DES OFFRES :

Date et heure limites de réception : **Vendredi 25 Juillet 2025 à 12H00**

Sommaire

1	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE	5
2.1	Modalités de consultation :.....	5
2.2	Nomenclature communautaire :.....	5
2.3	Conditions de participation :.....	5
2.4	Clause d’insertion sociale :.....	6
2.5	Portée de la consultation :	7
2.6	Visite des sites et questions par les candidats, renseignements complémentaires :	7
2.7	Dossier d’offre :.....	7
2.7.1	Pièces de la candidature :.....	7
2.7.2	Pièces de l’offre :.....	8
2.8	Transmission électronique des offres :.....	8
2.9	Durée des offres :.....	9
2.10	Examen des offres – Cohérence :.....	9
2.11	Infructuosité :.....	9
2.12	Procédure de recours.....	9
3	CRITERES D’ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	11
3.1	Prix (pondération 50%) :.....	11
3.2	Valeur technique (pondération 50%) :.....	11
3.2.1	Adéquation des moyens humains et techniques mobilisés pour l’exécution du présent marché (10 points) : 11	
3.2.2	Pertinence de la méthodologie mise en place pour la bonne exécution des travaux et qualité des matériaux dédiés (30 points) :.....	11
3.2.3	Adéquation des mesures environnementales (10 points) :.....	12

1 OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations, objet du présent marché concernent **les travaux pour la rénovation du Palais des Congrès (lot 12 : « carrelage – faïence »)** :

- Boulevard René Cassin, 56170 Quiberon

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) et leurs annexes spécifiques à chacun des lots.

Les travaux sont répartis en 19 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés distincts :

Désignation des lots	
Lot 1	Démolition
Lot 2	Gros œuvre
Lot 3	Charpente
Lot 4	Etanchéité sur bacs acier
Lot 5	Etanchéité sur béton
Lot 6	Murs rideaux Acier et Menuiseries Aluminium
Lot 7	Façades- bardages
Lot 8	Cloisons sèches
Lot 9	Faux Plafonds
Lot 10 -1	Menuiseries intérieures
Lot 10 -2	Cloisons mobiles
Lot 11	Serrurerie métallerie
Lot 12	Carrelage - Faïence
Lot 13	Sols textiles
Lot 14	Peinture
Lot 15	Chauffage-Ventilation-Climatisation-Plomberie sanitaire - GTB
Lot 16	Electricité CFO/CFA
Lot 17	Matériel scénique
Lot 18	Cuisine
Lot 19	Terrassement- Voirie/Réseaux assainissement/Réseaux souples

Les candidats aux lots 1 ; 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10-1, 12, 15, 16 et 19 doivent s'engager sur la réalisation d'une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Il sera réservé à cette action d'insertion un volume minimum d'heures de travail décrit à l'article §1.4.3 du CCAP.

Tous les lots ne comportent qu'une seule tranche ferme et peuvent comprendre des Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et / ou variantes :

Lot 3 – Charpente

- PSE 1 : Art. 2.2 : jambes de bois pour renforcement portiques
- PSE 2 : Art. 2.6 : palées de contreventement tirants mécano-soudés
- Variante 1 : Art. 2.9 : murs ossature bois toute hauteur pour remplacement mur rideau
- Variante 2 : Art. 8 : Suppression de l'auvent sur entrée

Lot 4 - Etanchéité sur bacs acier

- PSE 1 : Couvertines sur MOB en remplacement du mur rideau

- PSE 2 : suppression de la couverture sur auvent entrée

Lot 6 – Murs rideaux Acier et Menuiseries Aluminium

- PSE 1 – Remplacement des profils en T des murs rideaux par des profils en tube rectangle
- PSE 2 – Remplacement du mur rideau acier par un mur aluminium, fixations des vitrages par clameaux
- PSE 3– Remplacement du mur rideau acier par un mur aluminium, fixation des vitrages par capot serreur extra-plat
- PSE 4–Suppression du mur rideau de la salle polyvalente

Lot 7 – Façades- bardages

- PSE 1 – Suppression du bardage de l'auvent
- PSE 2 – Bardage si suppression du mur rideau de la salle polyvalente
- PSE 3 – Suppression du bardage sur les portes extérieures

Lot 8 – Cloisons sèches

- PSE 1 Doublage en remplacement du mur rideau de la salle polyvalente

Lot 10-1 – Menuiseries intérieures

- PSE 1 – Suppression des rideaux et caissons du mur rideau de la salle polyvalente
- PSE 2 – Remplacement des cylindres électroniques par des cylindres à clef sur organigramme

Lot 11 – Serrurerie métallerie

- PSE 1 – suppression du bardage bois en habillage des portes, paumelles non déportées
- PSE 2 – Remplacement des cylindres électroniques par des cylindres à clef sur organigramme

Lot 14 – Peinture

- PSE 1 – Peinture sur doublage si suppression du mur rideau de la salle polyvalente

Lot 15 – Chauffage-Ventilation-Climatisation-Plomberie sanitaire - GTB

- PSE 1 - Dépose sélective des chaudières gaz
- PSE 2 – Dépose sélective des gaines de ventilation

Lot 16 - Electricité CFO/CFA

- PSE 1 – Suppression de l'éclairage de l'auvent

Lot 19 - Terrassement- Voirie/Réseaux assainissement/Réseaux souples

- PSE1 : Couche d'assise en 0/30 sur 30cm sur 558m² si analyses GTR mauvaises sur GNT 0/30 existante

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats doivent impérativement répondre à l'offre de base.

Les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

De manière générale, le marché est conclu pour une période de 18 mois ferme à compter de sa date de notification. Les délais détaillés d'exécution des prestations sont formalisés dans le planning annexé au présent DCE.

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux lois et normes françaises et ou européennes en vigueur et à l'ensemble des textes applicables dans ce domaine.

2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE

2.1 Modalités de consultation:

L'étendue de la présente consultation est un marché public à procédure adaptée conformément aux articles R2123-1 et R2321-1 du code de la commande publique.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante :

- **<https://www.megalis.bretagne.bzh>**

Aucune demande d'envoi du dossier sur un support physique électronique n'est autorisée.

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le dossier technique du maître d'œuvre et listé dans la pièce « QUIBERON – DCE Liste de pièces ».

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation dans les conditions décrites à l'article §2.4 du présent R.C. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les propositions doivent être rédigées en langue française. Si les candidatures des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Les candidats remettront au pouvoir adjudicateur un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat et à son offre technique et financière.

Le pouvoir adjudicateur analysera au cours d'une phase unique, la recevabilité des candidatures et la valeur des offres au travers de l'ensemble de ces documents sur la base des critères définis dans le présent document.

2.2 Nomenclature communautaire:

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
45454000-4 : travaux de restructuration	- Lot 12- 45430000-0 : Revêtements de sols et de murs

2.3 Conditions de participation:

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat est un groupement d'entreprise, il devra être avec solidarité du mandataire.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.4 Clause d'insertion sociale :

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le Maître d'Ouvrage souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises candidates à ses marchés publics.

Conformément aux articles L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique applicable au 1er Avril 2019, les entreprises retenues pour les lots :

	Désignation du lot	Heures d'insertion proposées
Lot 1	Démolition	70
Lot 2	Gros œuvre	300
Lot 3	Charpente	150
Lot 4	Etanchéité sur bacs acier	150
Lot 5	Etanchéité sur béton	70
Lot 7	Façades- bardages	100
Lot 8	Cloisons sèches	70
Lot 10-1	Menuiseries intérieures	300
Lot 12	Carrelage - Faïence	100
Lot 15	Chauffage-Ventilation-Climatisation-Plomberie sanitaire - GTB	400
Lot 16	Electricité CFO/CFA	200
Lot 19	Terrassement- Voirie/Réseaux assainissement/Réseaux souples	300

doivent réaliser une action d'insertion sociale qui favorise l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cette action d'insertion se traduira par la réservation d'heures de travail.

Les modalités et pratiques et les conditions spécifiques de mise en œuvre de cette disposition « clause d'insertion sociale » sont précisées à l'article §1.4.3 du CCAP

Il est rappelé que des renseignements concernant cette disposition « clause d'insertion sociale » peuvent être apportés par l'organisme d'accompagnement et de contrôle mandaté par le Maître d'ouvrage, à savoir :

- Fédération des Entreprises d'Insertion- Bretagne
Jean-Jacques COQUELLE 06 11 77 10 99.
jj.coquelle@lesentreprisesdinsertion.org

Au stade de la remise de l'offre, la seule action à exécuter par les candidats au titre de « la clause d'insertion sociale » est de compléter les éléments demandés à l'article A de l'Acte d'Engagement.

« La clause d'insertion sociale » étant une condition exécution du marché, toute offre ne répondant pas à cette exigence sera considérée comme irrégulière.

2.5 Portée de la consultation:

La participation à la présente consultation implique de la part des candidats, l'acceptation entière sans aucune réserve, des règles de la consultation.

2.6 Visite des sites et questions par les candidats, renseignements complémentaires:

Considérant les enjeux d'une rénovation lourde telle que décrite dans le présent dossier, une visite du site est fortement recommandée pour la présente consultation.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **14 jours calendaires** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **7 jours calendaires** au plus tard avant la date limite de remise des offres.

2.7 Dossier d'offre:

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. **Toute prestation excédant la demande définie au présent règlement sera écartée lors de l'analyse des offres et sera déclarée irrégulière.**

2.7.1 **Pièces de la candidature :**

- Les renseignements prévus aux articles R. 2142-3, R. 2142-4, R.2143-3, R. 2143-4 et R. 2143-16 du code :
 - La déclaration sur l'honneur du candidat qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés au code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner (mention figurant dans formulaire DC5),
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- La lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1).
- Les renseignements concernant la **situation juridique** de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-3, R. 2142-4, R.2143-3, R. 2143-4 et R. 2143-16 du code de la commande publique :
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique (DC 1 ou forme libre),
 - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail (DC 1 ou forme libre).
- Les renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-16 du code de la commande publique :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC 2 ou forme libre),
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
 - Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Les renseignements concernant les **références professionnelles et la capacité technique** de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-16 du code de la commande publique :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,

- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.

Si le candidat est un groupement, tous les documents et renseignements énumérés ci-dessus doivent être fournis par chacun des membres du groupement. Si le candidat se prévaut des capacités professionnelles d'autres opérateurs économiques et notamment de sous-traitants, tous les documents et renseignements énumérés ci-dessus doivent être produits par ces derniers.

2.7.2 Pièces de l'offre :

Un projet de marché à accepter sans aucune modification daté et signé comprenant :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Le bordereau de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) spécifique au lot concerné. Celui-ci ne sera considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux en moins ou plus-value régulièrement commandés par le maître d'ouvrage. Il ne pourra, donc, servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

Ce DPGF est également et obligatoirement à fournir au format Excel .xls.

- L'attestation de visite du site remis par le maître d'ouvrage dans les conditions décrites à l'article §2.5,
- Les pièces constitutives listées en paragraphe 2.1 ci-dessus,
- Le mémoire technique de l'entreprise ou du groupement, accompagné de ses annexes en réponse aux critères listés au paragraphe §3.2 et §3.3 du présent règlement.

2.8 Transmission électronique des offres :

Conformément aux dispositions de l'article R2132-3 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur propose de recourir à une transmission électronique pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse suivante :

- <https://www.megalis.bretagne.bzh>

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de disposer d'un environnement informatique suffisant pour être compatible avec certaines fonctions sensibles : signature électronique, chiffrement, téléchargement de fichiers parfois volumineux, durée d'acheminement des plis électroniques.

Le temps d'appropriation de l'application ne peut être invoqué pour justifier un retard dans une opération de remise de réponse sous forme dématérialisée.

Seules la date et l'heure de réception de l'enveloppe sur le profil acheteur font foi. Les plis partis avant la date et l'heure limite mais arrivés hors délai sont acceptés par la plateforme, mais rejetés par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat veillera, lors du dépôt électronique de son offre, de sa bonne structuration pour faciliter les téléchargements par l'acheteur public :

- Un seul dossier global créé et déposé sur le portail d'achat public ;
- Création de sous-dossiers distincts pour la candidature et l'offre ;

- Structuration du sous-dossier « offre » en fonction des critères énoncés à l'article 3.2 du présent règlement.

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

2.9 Durée des offres :

La durée de validité des offres est fixée à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.10 Examen des offres – Cohérence :

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec l'accord-cadre parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

En cas de discordance constaté dans une offre, les mentions portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre en conséquence ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

2.11 Infructuosité :

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

2.12 Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours et des demandes de renseignement sur les voies de recours :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte
35044 Rennes

- Avant la signature du contrat, un référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) ;
- Dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA ;

- Dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme, un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat) ;
- Dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique, un recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé ;
- Un Recours en indemnisation qui devra obligatoirement faire l'objet d'une demande préalable auprès de la personne publique (au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale).

3 CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 et suivants et L2152-1 et suivants et R2142-1 et suivants du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère	Dénomination du critère	Pondération
1	Prix suivant calcul de l'article §3.1	50
2	Valeur technique suivant le mémoire technique	50
Total maximum des points		100

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article L3124-5 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

3.1 Prix (pondération 50%) :

Note = (Coût de l'offre la plus basse / Coût de l'offre concernée) *50

Le coût de l'offre sera calculé sur la base de l'Acte d'Engagement et reprenant le total du D.P.G.F.

3.2 Valeur technique (pondération 50%) :

La notation s'effectue sur la base des éléments transmis par le candidat dans son mémoire technique.

Le pouvoir adjudicateur limite ici le nombre de pages du mémoire technique du candidat. Tout rendu excédant ce nombre fixé sera écarté de l'examen de l'offre du candidat.

3.2.1 Adéquation des moyens humains et techniques mobilisés pour l'exécution du présent marché (10 points) :

Limité à **10 pages** (A4 recto, annexes comprises), le mémoire joint par l'entreprise devra faire ressortir les moyens humains et matériels affectés. Il devra identifier les personnels mis en place prioritairement, notamment les conducteurs de travaux et chefs de chantiers, ainsi qu'un prévisionnel d'affectation de ses effectifs.

Le candidat identifiera ainsi les qualités professionnelles et référentielles du personnel (références des conducteurs de travaux et des chefs de chantier prévus et de leurs remplaçants) engagé dans le présent marché, les qualifications du personnel et leurs habilitations.

Des références récentes d'opérations de travaux similaires et de marchés semblables seront présentées par le candidat.

Le candidat explicitera l'adéquation entre les moyens qu'il mettra en œuvre sur le chantier et le respect des délais indiqués dans le planning DCE joint au présent appel d'offre.

3.2.2 Pertinence de la méthodologie mise en place pour la bonne exécution des travaux et qualité des matériaux dédiés (30 points) :

Limité à **20 pages** (A4 recto, annexes non comprises), le mémoire joint par l'entreprise devra présenter les conditions techniques envisagées pour la réalisation des chantiers, les conditions de stockage et tous éléments permettant d'appréhender la prise en compte des particularités de Quiberon. Il devra identifier les procédures de prises en compte de travaux en milieu urbain (riverains et réclamations émanant de ceux-ci).

Le candidat devra préciser ici les dispositions envisagées pour répondre aux enjeux d'assurance qualité.

Il devra rendre un programme d'exécution des ouvrages indiquant de façon détaillée la durée prévisionnelle des différentes étapes des travaux et les effectifs proposés, dans le cadre du délai global imposé, et conformément à la chronologie indiquée dans le planning joint au présent dossier.

Il devra enfin proposer les caractéristiques des matériaux principalement mobilisés dans l'exécution du présent marché par la fourniture des fiches techniques les plus importantes pour son lot et rendues contractuelles par l'article §2.5.2 du présent règlement.

3.2.3 Adéquation des mesures environnementales (10 points) :

Limité à **10 pages** (A4 recto, annexes comprises), Le candidat devra identifier les moyens et techniques envisagées par l'Entreprise pour prendre en compte le respect de l'environnement, dans le cadre du marché objet de la présente consultation, ainsi que d'une manière générale au sein de l'Entreprise. Il fera également ressortir les certifications obtenues en matière environnementale.

Il fera ressortir les modalités de gestion des déchets et les modalités de contrôle de leur enlèvement et leur stockage (bordereau de suivi), ainsi que la localisation des centres de stockage et les mesures prises pour limiter l'impact des transports. Les mêmes descriptions sont demandées pour les lieux d'apport de matériaux et fournisseurs.

Fait à :

Le

Lu et accepté,
L'entrepreneur
(Date, cachet et signature)